

Tarif des douanes

Il est très facile d'établir une vaste structure de commerce international et de réclamer l'élimination des barrières douanières pour les denrées et les produits manufacturés ou semi-manufacturés, mais il est très difficile dans un pays comme le nôtre d'aller proposer ce genre de chose aux gens. J'ai parlé à des gens de ma circonscription qui sont très conscients des problèmes qui se posent dans le reste du monde. Ils m'ont dit qu'ils étaient prêts à diminuer leur niveau de vie pour aider les autres pays. J'ai réfléchi à ce problème, monsieur l'Orateur. J'ai admiré cet esprit, et j'ai pensé que ceux qui sont disposés à diminuer leur niveau de vie pour aider les autres, peuvent le faire. Il existe un grand nombre d'organismes non gouvernementaux à qui on peut faire des dons ou proposer son aide pour travailler au développement du reste du monde, mais étant donné que nous vivons dans un régime démocratique qui donne leur chance aux gens, je doute fort qu'il soit possible d'aller annoncer à la population que nous allons adopter une politique commerciale qui va diminuer le niveau de vie des Canadiens.

Je pense que l'un des problèmes du monde d'aujourd'hui c'est que trop peu de nations s'acheminent vers ce genre de régime démocratique qui assure au peuple un pouvoir réel de choisir leur gouvernement et ses politiques. Si c'était le contraire, si la démocratie paraissait fleurir de par le monde, nous aurions peut-être une raison de nous réjouir de l'état des échanges mondiaux.

Je crois que pour bien des années encore nous aurons besoin d'une politique tarifaire et qu'aucun pays ne peut encore se permettre de détruire ses propres industries en espérant que ce geste profitera à d'autres régions du monde. Si nous détruisons notre agriculture, nous n'aiderons pas le Chad, la Somali ni le Mali, mais nous allons certainement faire une grande faveur au marché commun et à notre voisin du Sud. Ces pays seraient alors grandement avantageés pour commercer avec le reste du monde.

Quand nous voulons concurrencer des pays au moins aussi développés et bien souvent plus industrialisés que le Canada, nous devons être prudents et nous assurer que notre agriculture peut soutenir la concurrence. A quoi bon de charmantes régions rurales si elles sont désertées et improductives. Le monde sera aux prises avec une pénurie d'aliments et je suis certain que nous serons appelés à jouer un rôle beaucoup plus important qu'aujourd'hui dans l'alimentation des peuples. Nous commettrions une grave erreur en laissant périliter notre agriculture au point de nous empêcher de remplir ce rôle.

C'est ainsi que je conclus ce que j'avais à dire sur le tarif des douanes, même si je n'ai pas abordé certaines questions comme les produits manufacturés et bien d'autres encore. Nous devons cependant surveiller de près ce qui se passe dans l'industrie primaire. Je représente une circonscription d'une province où l'ensemble des industries primaires, le bois, l'agriculture et le tourisme, éprouvent des difficultés. Malgré quelques malheureuses grèves causées en partie par les injustices du programme anti-inflation du gouvernement, l'industrie du charbon se porte assez bien. On pourrait sans doute se réjouir et être optimiste si une seule industrie primaire était en difficulté, mais quand c'est l'ensemble des industries primaires qui sont touchées, alors je crois que la province, même tout le pays sont dans une situation dangereuse.

● (2140)

Je suppose que bien des pays pauvres considèrent le Canada comme un pays sûr, stable et riche. Je sais cependant que bien des entreprises, bien des commerces, ne font que végéter. Leur aptitude à survivre et à fournir de l'emploi aux Canadiens dépend de ce bill. Je demande au ministre de revoir et d'étudier attentivement certains passages du bill, parce que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre davantage que nous avons perdu jusqu'à présent, surtout dans le secteur agricole.

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur le bill C-15, loi tendant à modifier le Tarif des douanes. Je voudrais prouver l'attitude discriminatoire du gouvernement actuel envers un organisme du Manitoba, la division manitobaine de l'Association des industries de l'automobile du Canada. J'aimerais citer un extrait d'une lettre que m'a envoyée dernièrement cette Association. Voici ce qu'elle dit:

Nous tenons à attirer votre attention sur un grave problème qui nuit aux intérêts des citoyens et des entreprises du Manitoba qui fabriquent ou vendent des pièces d'automobiles.

L'Association fait état de la discrimination dont elle fait l'objet.

... si bien que les fabricants et les distributeurs ne peuvent pas faire face à la concurrence des autres entreprises analogues des autres régions du Canada. Si la direction des douanes et accises maintient sa politique actuelle, les habitants du Manitoba devront peut-être payer 20 p. 100 de plus pour des produits qui se vendent moins cher dans les autres provinces. Il est évident que cette mesure aura de fortes répercussions inflationnistes et qu'elle nuira à l'industrie manitobaine.

Et elle ajoute plus loin:

Le problème provient des douanes et accises à Ottawa, qu'appliqué unilatéralement ce même ministère à Winnipeg et sans aucun préavis aux importateurs. Il donne des interprétations de la loi sur les douanes et applique les articles concernant les tracteurs et les automobiles d'une façon qui est incompatible avec ce qui s'est fait depuis plus de 40 ans et qui est contraire à ce qui se fait dans d'autres régions du Canada. En refusant l'entrée des importations au Manitoba à un tarif admis partout ailleurs au Canada et en réclamant des droits de douanes additionnels de 15 p. 100 pour les expéditions dédouanées au Manitoba, le service des douanes et accises place les importateurs manitobains en mauvaise posture et provoque une escalade des prix. Des droits additionnels sont réclamés indifféremment pour les biens fabriqués ici ou ailleurs et ils sont sensiblement supérieurs aux tarifs traditionnels imposés depuis nombre d'années.

Cet état de choses est évidemment injuste. Toutes les tentatives faites auprès des fonctionnaires locaux des douanes et accises ici et à Ottawa en vue de corriger cette situation se sont soldées par un échec, sans qu'on daigne même reconnaître qu'une situation injuste existe.

Je trouve extraordinaire que le ministère ne daigne même pas reconnaître l'existence d'un problème aussi crucial. La lettre dit plus loin:

Nous faisons donc appel à notre député, aux journaux et autres media pour qu'ils incitent le gouvernement à prendre des mesures immédiates propres à rectifier une situation injuste et discriminatoire.

J'espère que le ministre prendra bonne note de mes instances de ce soir. L'Association a fait beaucoup pour obtenir que le gouvernement fasse quelque chose. Elle réclame des mesures immédiates qui corrigeront cette situation injuste et discriminatoire. Je poursuis la lecture de la lettre:

On peut se procurer des preuves détaillées auprès de plusieurs fabricants et distributeurs de Winnipeg qui corroboreront entièrement les affirmations ci-dessus.

Nous réclamons votre compréhension et votre appui afin que vous nous aidiez à porter cette question à l'attention des intéressés à Ottawa, afin qu'ils redressent immédiatement cette situation.